

## Les décolonisations britannique et française de l'Afrique ou la création de l'étalon pour l'impérialisme

**Jean-Pierre Bat**, archiviste-paléographe (École nationale des chartes), agrégé et docteur en histoire (Université Paris I), membre de l'Institut des mondes africains (CNRS) et chargé d'études aux Archives nationales

**Vincent Hiribarren**, PhD (University of Leeds), Lecturer in World History, King's College London

Comparer les fins d'empire en France et au Royaume-Uni revient à analyser des pratiques et des discours parallèles sur la décolonisation de l'Afrique. En effet, ces deux expériences, si elles partagent l'arrière-plan anticommuniste de la guerre froide, se créent en miroir l'une de l'autre suite à la résolution de la crise de Suez de 1956 qui procède du divorce final des stratégies de puissances et d'influence postcoloniales adoptées par la France et le Royaume-Uni. Dès lors, deux discours vont se constituer, l'un axé autour de la fabrique et de la dénonciation de la Françafrique ; l'autre, plus discret, autour des voies de l'influence britannique via le pacte du Commonwealth. Sont ainsi interrogées les notions de puissance et d'influence des anciennes métropoles qui fondent l'analyse du post-colonialisme. L'émergence de cet objet de recherche dans les mondes francophone et anglophone est intimement mêlée à cette histoire. Un retour sur les dernières années de la décolonisation britannique et française en Afrique permet d'analyser les décisions politiques et les discours scientifiques portant sur l'impérialisme. En se retrouvant à la fois au cœur des enjeux géopolitiques de la guerre froide et d'un discours sur le passé colonial, l'Afrique est devenue l'étalon pour l'impérialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Éléments comparatifs franco-britanniques (1945-1961)

*1945-1947 : un pacte colonial de la "vieille Europe" ?*

Tout changer pour que rien ne change ? A l'appui de réformes de « l'Etat colonial »<sup>1</sup>, face aux deux puissances anticoloniales (États-Unis et URSS), Paris et Londres ont conscience de la nécessité de devoir réformer leur pacte colonial. De là naît un discours néocolonial, c'est-à-dire qui cherche autant à habiller qu'à repenser la politique en situation coloniale.

En France, au lendemain du discours de Brazzaville et des interprétations parfois contradictoires qu'il a suscitées, la IV<sup>e</sup> République instaure dès 1946 un nouveau pacte colonial. Réactivant les discours des années 1930 partis de l'école coloniale autour de la France d'outre-mer (supposant une forme de

---

1. Deux principaux jalons permettent de baliser cette historiographie : le séminaire de Jean-Pierre Chrétien « Transmission de l'État colonial » au CRA-Paris I, suivi du débat épistémologique des années 2000 (État colonial / appareil d'État colonial) ; et la remise en cause de la lecture d'inspiration « descente de la politique vers les masses » à la faveur des nouvelles clés de lecture *Imperial studies*, qui participent d'une redécouverte d'une politisation du fait colonial « par le bas » (voir les thèses de l'école de Jean-François Bayart en sciences politiques), depuis les « marges » de l'Empire (à tous les sens du terme, réinterrogeant notamment la figure de l'intermédiaire).

jacobinisme et de républicanisme ultra-marin), l'Empire est rebaptisé Union française, supposant que des germes du pacte républicain seraient injectés dans la nouvelle République coloniale<sup>2</sup>. En réalité, aucune réforme de fond ne procède à un véritable changement, comme en témoigne la création du système du double collège qui suscite *de facto* une citoyenneté coloniale à deux vitesses. Il faut attendre 1956 la proclamation de la loi-cadre Defferre (appliquée seulement en 1957 dans les colonies) pour que le contresens qui préside à l'Union française soit levé, trop tard pour réformer sincèrement la République coloniale. Mais surtout, au lendemain de la défaite de juin 1940, la France entend réaffirmer prioritairement sa puissance dans ses colonies. En 1945, l'Indochine devient le premier théâtre de cette politique. La France repart à la reconquête de sa souveraineté en terre asiatique contre l'envahisseur japonais, les forces nationalistes et communistes vietnamiennes et communistes asiatiques, et les Américains<sup>3</sup>. Or, c'est bien la « Coloniale » (armée d'Afrique, EFEO et légionnaires) qui prend largement en charge la guerre en Asie. Au nom de l'anticommunisme et de la crise de conscience nationale, la priorité est donnée à l'effort de guerre en Indochine, cristallisant la dimension politique et nationaliste de l'identité de la France sur cette crise coloniale qui finit par emporter le régime le 13 mai 1958.

À travers le Commonwealth, les Britanniques adoptent une autre attitude, sans doute plus trompeuse sur la portée de l'influence post-impériale de Londres, en ce que la crise coloniale n'explose pas en tant que crise de régime. Contrairement aux discours inachevés de réforme néocoloniale de l'Empire française à la même époque, dès les années 1930 nécessité fait loi au Machrek et au Proche-Orient pour la Couronne et le gouvernement britannique : l'évolution égyptienne et les crises palestiniennes forcent Londres à penser le devenir de sa puissance et de son influence au Proche Orient<sup>4</sup>. En 1947, la perte de l'Inde, « perle de l'Empire », bouleverse la géographie coloniale britannique. Cet événement traumatique oblige Londres à réviser sa conception traditionnelle, héritée du XIX<sup>e</sup> siècle et du rêve du *British World System*<sup>5</sup>. Le pragmatisme devient une donnée nécessaire, un compromis pour maintenir son rang après les sacrifices de la Seconde Guerre mondiale, entre ambitions de puissance/influence dans une vision géopolitique anglo-saxonne dominée désormais par Washington, et les acquis coloniaux dans les domaines économiques, diplomatiques et stratégiques. Avec le passage du gouvernement Attlee aux gouvernements *Tories* (1946-1956), la doctrine du *Keep the flag floating* perdure toutefois, fonctionnant comme une période d'incubation et temps d'expériences, entre maintien des outils coloniaux de la puissance (et collaboration avec la France coloniale) et invention d'une nouvelle politique d'influence par le biais du Commonwealth<sup>6</sup>.

Les espaces libano-syriens, à travers la question de l'émergence du nationalisme arabe, sont en 1945 le théâtre d'un bras de fer entre les deux vieilles puissances coloniales (commencé en réalité à travers la guerre de Syrie en 1941). Depuis 1919 et l'expérience Lawrence / Fayçal d'un royaume arabe combattu par Gouraud, puis la tentative de Churchill de développer une « politique arabe » de l'Angleterre (politique finalement avortée qui se solde par les aléas britanniques en Palestine de 1936 à la guerre de

---

2. Il convient de préciser que ce discours d'élites, parfois promues au sein des sociétés colonisées, ne tranche en rien la question de l'assimilation qui a pourtant été repoussée (sans succès) avec les accords Blum-Violette en 1937.

3. Sassi, Jean (colonel), *Opérations spéciales : 20 ans de guerres secrètes*, Paris, Nimrod, 2009 ; *L'âme d'un guerrier : Carnets (1941-1962) du colonel Jean Sassi*, Paris Nimrod, 2011 . Jenni, Alex, *L'art français de la guerre*, Paris, Gallimard, 2011 (prix Goncourt).

4. Thomas, Martin, *Violence and Colonial Order: Police, Workers and Protest in the European Colonial Empires, 1918-40*, Cambridge University Press , 2012.

5. Darwin, John, *The Empire Project. The rise and fall of British World System 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

6. Murphy, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford University Press, 2013.

création d'Israël en 1948), la crise coloniale proche-orientale constitue la principale hypothèque à une communauté de vue franco-britannique : l'éviction des Français, dont le mandat libano-syrien de la SDN est annulé par l'ONU à la Libération, est immédiatement interprétée à Paris comme la poursuite de la vieille course coloniale au drapeau.

Mais, au lendemain du blocus de Berlin (1948-1949), la montée en puissance de la lutte anticomuniste prioritairement en Asie (marquée par l'état d'urgence et la contre-guérilla anglaise en Malaisie et le déclenchement de la guerre française en Indochine) constitue un trait d'union *a minima* qui invite les deux vieilles nations coloniales à se rapprocher. Cette collaboration est pensée autant pour résister aux deux Grands que pour essayer de maintenir une certaine vision de la puissance européenne : si en l'Europe le soutien américain est acquis, « outre-mer » la lecture des puissances impériales rapproche la France et l'Angleterre. En outre, internationalement, entre 1947 et 1956, la ligne atlantiste triomphe avec les *Tories* et la IV<sup>e</sup> République, renforcée dans le monde colonial par la mise en place d'une alliance avec Israël après 1948 (et la révision de la politique britannique<sup>7</sup>).

#### *1956 : l'échec de l'opération Musketeer, ou le décrochage entre les deux vieilles puissances*

L'acmé de cette politique néocoloniale est atteinte avec l'accord politique et militaire passé par Paris, Londres et Tel-Aviv pour « punir » Nasser en 1956, à la faveur de la nationalisation du canal de Suez. Force est de constater que chaque partie poursuit des objectifs communs et distincts<sup>8</sup> : si pour les Britanniques, le canal de Suez est un argument central pour l'intervention dans la mesure où il constitue un passage historique et vital en direction de l'Asie, les Français souhaitent surtout casser la base-arrière nassérienne du FLN. Quant aux Israéliens, leur engagement s'inscrit directement dans les épisodes de guerre contre la ligue arabe. Les préparatifs secrets de l'opération *Musketeer* sont effectués à la Tour de Londres : il s'agit du lancement d'une opération conjointe aéroportée franco-britannique avec offensive terrestre israélienne. Le succès militaire est immédiatement doublé d'un échec géopolitique (Washington et Moscou condamnent l'opération et somment les Français et les Britanniques de se retirer) qui consomme le pacte néocolonial.

Les divergences d'interprétation constituent les marqueurs des points de rupture entre les deux projets post-coloniaux. Londres tire la conclusion que la politique de la canonnière a vécu : sans appui politique des États-Unis, sa puissance impériale « classique » n'a plus de valeur (ceci explique en grande partie, dans les transferts de quête d'influence post-coloniale à travers le projet européen, l'engagement britannique dans l'Union d'Europe occidentale contre la communauté économique européenne lorsque de Gaulle est au pouvoir). Paris, au contraire, s'enferme dans la guerre d'Algérie et dénonce le lâchage américain, renforçant une lecture nationaliste de son engagement militaire en Afrique du Nord, sur les bases de l'exégèse nationaliste forgée depuis la guerre d'Indochine. L'effet de la crise est aggravée par la coïncidence du calendrier avec l'indépendance en 1956 de la Tunisie et du Maroc : Pierre Mendès-France, qui est depuis les accords de Genève de juillet 1954 la cible des attaques nationalistes et de l'armée coloniale, cristallise sur sa personne les critiques. Enfin, Tel Aviv constate que Paris et Londres sont dépassées dans cette nouvelle géopolitique, et se tourne vers Washington.

Dès lors, un décrochage s'effectue entre les conceptions française et anglaise pour la sortie de l'ère coloniale, avec une conséquence dans le discours sur la puissance (*hard power*) et l'influence (*soft power*) au titre de l'héritage colonial. La France, ne réglant pas cette question, en viendra à la

---

7. Walton, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, the Cold War and the Twilight of Empire*, Harper Press, 2013.

8. Lefebvre, Denis, *Les secrets de l'expédition de Suez. 1956*, Perrin, 2010.

Françafrique. La constitution de son « pré carré » africain, où la France revêt le statut de gendarme de l'Afrique *via* les accords secrets de défense, a pour objectif d'allier *hard* et *soft power* dans un système intégré<sup>9</sup>.

*Guerres oubliées ou amnésies post-impériales : les cas camerounais et kenyans (fin des années 1950)*

L'Afrique reste, toutefois, le dernier bastion des ambitions coloniales françaises et britanniques. Les deux pays vont y mener chacun une guerre « contre-subversive », avec des appareils répressifs comparables et directement issus des expériences de guerres coloniales asiatiques (Indochine et Malaisie). Ce seront, par exemple, l'établissement de la guerre psychologique et le contrôle des populations (*screening* du général Erskine au Kenya et la zone de pacification, dite ZOPAC, du colonel Lamberton au Cameroun), d'une part, et, d'autre part, la conviction – plus ou moins relative – de mener une guerre contre les ingérences communistes de toutes sortes.

À la veille des indépendances de l'Afrique subsaharienne, au cours des années 1950, explosent des conflits ignorés de la métropole. Deux principales explications, chacune distincte de l'autre suivant la fabrique française et britannique du rapport nation/colonisation, peuvent être avancées pour comprendre cette amnésie « à chaud ». La France est totalement concentrée sur la crise algérienne, et veut éviter toute comparaison entre les crises d'Afrique du Nord et du Cameroun, car cela serait synonyme d'une crise générale et finale du système colonial à l'heure où la reprise en main militaire en Algérie (bataille d'Alger de 1957) comme au Cameroun (ZOPAC en pays Bassa) permet la définition d'une politique post-coloniale (émergence d'Ahidjo au Cameroun, mais blocage autour du projet algérien). Quant à l'Angleterre, après 1956, elle refoule les violences coloniales et invente un discours sur une décolonisation « pacifique » qui trouve en contrepoint les guerres coloniales dans lesquelles la France s'enlise, tout particulièrement en Algérie. Ces conflits oubliés de la mémoire nationale sont à la source de la création d'États postcoloniaux, et participent de la création d'une conscience nationale post-coloniale.

Trois exemples permettent d'illustrer ce cas. Premièrement, le retard de l'historiographie académique française sur le conflit camerounais et de l'historiographie britannique sur la guerre des Mau-Mau au Kenya : il faut attendre les années 2000 pour que, grâce à la publication de deux ouvrages polémiques, un débat historiographique s'ouvre sur ces sujets<sup>10</sup>. Deuxièmement, le débat en 2000 autour de la torture en Algérie ne dépasse pas les frontières de l'Afrique du Nord. Aucun regard ne se tourne véritablement vers l'Afrique subsaharienne : il convient d'y voir la marque du poids du refoulé politico-nationaliste de la guerre d'Algérie, déconnectée du reste de l'Afrique et présentée comme l'aboutissement sanglant de la crise coloniale. Dès lors, la Françafrique n'est qu'un appendice historiographique, d'autant moins important que peu de travaux s'y intéressent en dehors des investigations journalistiques dont Pierre Péan est l'archétype. Troisièmement, enfin, l'émergence inédite de la solution juridico-historique avec la plainte de quatre survivants Mau-Mau contre le gouvernement britannique entre 2008 et 2013. Ce long débat judiciaire et intellectuel a abouti à la « révélation » du scandale des archives de Hanslope Park<sup>11</sup>.

C'est donc à la fabrique, plus ou moins consciente et cohérente, d'un récit national des

9. Bat, Jean-Pierre, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012.

10. Elkins, Caroline, *Imperial Reckoning: The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya*, Londres, Henry Holt / Jonathan Cape, 2005. Deltombe, Thomas, Domergue, Manuel et Tatsiata, Jacob, *Kamerun ! Une guerre oubliée aux origines de la Françafrique (1948-1972)*, Paris, La Découverte, 2011.

11. Bat, Jean-Pierre et Hiribarren, Vincent, « Colonial Wikileaks », *L'Histoire*, n° 380, octobre 2012, p. 22-23.

crépuscules impériaux que nous assistons. La crise des guerres coloniales en chaîne (1945-1962) a tendu à isoler l'Afrique des arguments qui ont décrit la décolonisation française après 1960, la liant intimement au récit national et à la crise de régime. L'Afrique est alors reléguée aux « spécialistes », aux « initiés » de la Françafrique ou de ses détracteurs. Les connexions politiques avec l'Europe ou l'Afrique du Nord sont minorées. Ainsi la figure de Frantz Fanon est-elle convoquée pour la guerre d'Algérie, mais méconnue pour ses ambassades africaines, notamment au Mali et au Ghana. Ceci pose le problème d'échelle des démonstrations historique : l'AOF et l'AEF sont présentées comme des ensembles, dont les frontières et la chronologie ont trop longtemps été présentées comme un bloc, face aux détails des crises indochinoise et algérienne. Force est de constater que de Gaulle le premier a joué cette carte : la décolonisation « octroyée » devait être pour lui en 1960 le contrepoint de sa politique algérienne. Consciemment ou inconsciemment, ce discours qui alimentait le récit national a fait florès, et le « pré carré » est considéré comme le codicille encore flou de la fin de l'Empire. Cette lecture est devenue monolithique derrière une étiquette univoque de Françafrique qui renvoyait plus souvent à un débat moral qu'à un débat politique. Preuve en est la chronologie giscardienne de la décolonisation des appuis français sur l'océan Indien, en Afrique orientale (Djibouti et les Comores, longtemps considérées comme des TOM pour éviter tout débat autour de ces attaches stratégiques dans une zone où la France serait sinon absente). En conséquence, suivant la tradition française, la solution archivistique patrimoniale a constitué un incubateur de l'historiographie du crépuscule colonial. La création en 1966 du Centre des archives d'outre-mer (CAOM), rebaptisé Archives nationales d'outre mer en 2007 (ANOM), a permis de réunir dans un centre unique les archives rapatriées d'Algérie (archives départementales) et des archives rapatriées d'Indochine, d'AEF et de Madagascar (archives coloniales). En 1986, les archives du ministère des Colonies, conservées jusqu'alors à Paris, sont descendues à Aix pour achever la constitution d'un centre d'archives coloniales.

De l'autre côté de la Manche, le discours du *Wind of change* de Macmillan en 1960 consiste à tourner la page coloniale pour offrir une nouvelle modernité à une solution de continuité créée en 1931 : le Commonwealth. Signe de cette continuité, à terme, l'administration du *Colonial Office* et absorbée par le *Foreign Office*, qui devient *Foreign and Commonwealth Office*. Il s'agit bien de réfléchir à la mutation du *British World System* avant tout. Or, dans les plis de ce discours libéral, le même Macmillan donne l'ordre de rapatrier et détruire les dossiers coloniaux gênants. Ces derniers seront entreposés à Hanslope Park et partagés en deux catégories : *Watch files* (W) et *Legacy files*. La distraction au monde des chercheurs et aux citoyens de ces archives qui ne gagnent Kew qu'à partir de 2012, suite au grand scandale lié au procès des Mau-Mau, et par tranches contrôlées, invite à repenser le récit d'une décolonisation pacifique. Comme toujours, le débat historiographique a précédé l'ouverture des archives (il en est de même en France avec les travaux de Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault<sup>12</sup>), mais cette fois, l'idée du parjure politico-historiographique britannique ouvre de nouveaux horizons pour la recherche.

La mise en regard des deux fabriques de la mémoire coloniale montre comment, au lendemain de l'échec de l'opération *Musketeer*, et les conceptions de reconstruction post-coloniale diffèrent entre France et Royaume-Uni.

### **La décolonisation de l'Afrique, un étalon pour l'impérialisme**

Cette deuxième partie analyse la notion-même d'empire après la Seconde Guerre mondiale au moment où le continent africain s'est retrouvé au cœur des débats sur la notion d'empire et

---

12. Branche, Raphaëlle, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001. Thénault, Sylvie, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 2001.

d'impérialisme. Son but est de comparer les débats portés sur la notion-même d'impérialisme à la fois en France et au Royaume-Uni.

En France, le discours sur la dénonciation de la Françafrique s'appuie tout d'abord sur un néologisme inventé par Félix Houphouët-Boigny et repris en 1994 dans sa version en un seul mot par le journaliste français François-Xavier Verschave<sup>13</sup>. Ce terme est d'autant plus facilement manipulable qu'il recouvre tout autant les années de la décolonisation qui sont perçues comme la matrice de cette Françafrique, que les affaires politico-financières, comme, par exemple, l'acceptation de l'argent d'Omar Bongo au Gabon par de nombreux partis politiques français. Cette partie se concentre uniquement sur la période de création de cette Françafrique et analyse comment la décolonisation en Afrique a radicalement modifié le sens du terme « empire ». Ce n'est plus la définition de l'empire colonial formel qui est retenue mais celle d'un empire sans colonies<sup>14</sup>. Cet empire n'est pas une tache bleue ou rose sur la carte de l'Afrique mais un empire constitué par un réseau nébuleux.

Cette mise en réseaux humains est l'œuvre de Jacques Foccart qui s'est retrouvé au centre de la politique étrangère africaine de la France mettant en lien direct les dirigeants des anciennes colonies françaises avec tous les présidents de la V<sup>e</sup> République jusqu'à sa mort en 1997. Cet empire, c'est aussi la domination intellectuelle que les Français ont cherché à garder en ne créant pas d'université dans leurs anciennes colonies d'Afrique subsaharienne si ce n'est celle de Dakar en 1957. Cet empire, c'est encore celui de la puissance économique de Paris sur ces anciennes colonies : ainsi le franc CFA est-il indexé au Franc français et après 2001 à l'Euro. La liste pourrait être longue mais en étudiant le langage politique français des cinquante dernières années, il est possible de constater que pour dénoncer cette dépendance, ce n'est pas le terme d'« impérialisme » qui a été le plus utilisé mais bien celui de « néocolonialisme ». Le cas de la décolonisation de l'empire français en Afrique est à cet égard révélateur puisque le discours anti-impérialiste cultivé par les partis marxistes et situés à la gauche de l'échiquier politique s'est concentré sur la décolonisation de l'Afrique. C'est une certaine vision du « Tiers-Monde » qui a conditionné le débat politique dans les années 1960 et 1970.

Clairement, les théories de Walter Rodney sur la dépendance et le sous-développement de l'Afrique avaient trouvé leur chemin dans le champ universitaire, les media et l'opinion publique<sup>15</sup>. Depuis les termes « impérial » ou « empire » ont pris une coloration politique évidente. Les années de la décolonisation allant de la fin des années 1950 jusqu'à la fin des années 1960 ont alors rayé le mot « impérial » du champ historique parce que trop marqué par le passé colonial africain en général et algérien en particulier. Ce constat sur l'histoire politique de la France a eu un impact net sur la recherche historique. On étudierait ainsi le passé impérial de la France pour le dénigrer ou en chanter les louanges. L'étude des frontières coloniales en est même le symbole puisqu'elle a aussi souffert longtemps du même genre d'anathème scientifique<sup>16</sup>.

Pour les Britanniques, l'« impérialisme » a suivi une voie bien différente. Le terme n'a pas

---

13. Sur le choix du terme par Verschave, voir 'L'Afrique soumise à la raison des affaires' in *Libération*, 19 janvier 2001, [http://www.liberation.fr/tribune/2001/01/19/l-afrique-soumise-a-la-raison-des-affaires\\_351620](http://www.liberation.fr/tribune/2001/01/19/l-afrique-soumise-a-la-raison-des-affaires_351620) [17 janvier 2014].

14. Pour une définition économique de ce concept pour les États-Unis d'Amérique dans les années 1970, voir Magdoff, Harry, « Imperialism Without Colonies » in *Imperialism without Colonies*, New York, Monthly Review Press, 2003, pp. 91-113.

15. Rodney, Walter, *How Europe Underdeveloped Africa*, London, Bogle-L'Ouverture Publications, 1972.

16. Lefebvre, Camille, « La Décolonisation D'un Lieu Commun. L'artificialité Des Frontières Africaines : Un Legs Intellectuel Colonial Devenu Étendard de l'Anticolonialisme », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 24 (2011), 77-104.

disparu du champ d'analyse dans les années 1960. Les années 1980 marquent un tournant avec deux phénomènes particuliers. Le premier est la réfutation d'un point que nombre d'historiens avaient intégré jusque-là : l'idée était que la décolonisation de l'empire britannique n'avait eu que très peu de conséquences sur les Britanniques eux-mêmes<sup>17</sup>. Un courant historiographique en vogue dans les années 1960 et 1970 avait en effet déterminé que les Britanniques à la suite du discours de Macmillan du *Wind of Change* avaient bradé leur empire contre une place au sein de ce qui était appelé alors la Communauté Européenne des États (CEE). Pour résumer la situation, les Britanniques auraient préféré vivre dans un Commonwealth aux liens distendus pour recentrer leurs liens avec l'Europe et s'occuper des troubles en Irlande du nord. L'idée selon laquelle ce recentrage se serait fait dans l'indifférence la plus totale a depuis été battue en brèche par des historiens comme John MacKenzie<sup>18</sup>. Pour ces derniers encore aujourd'hui, l'empire a eu autant d'influence sur les Britanniques que les Britanniques n'ont eu d'influence sur les colonisés. Dans les domaines culturels et démographiques, l'empire n'a jamais été aussi présent dans l'esprit des Britanniques<sup>19</sup>.

Le deuxième phénomène est le retour de la question impériale dans le débat politique des années 1980. La réflexion sur les émeutes de Brixton et le *British Nationality Act* de 1981 ont conduit les dirigeants à s'interroger sur le sens à donner à la nationalité britannique. Qui plus est, la guerre des Malouines de 1982 contribue entièrement à ce retour impérial<sup>20</sup>. Après tout, défendre une petite île peuplée d'Européens, près d'un continent où s'exerce la tyrannie n'est pas sans rappeler la situation du Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>21</sup>. Le renouveau d'intérêt pour la notion d'impérialisme au Royaume-Uni dans les années 1980 accompagne donc une réflexion sur le rôle du pays dans le monde pendant ces mêmes années. L'impérialisme est vécu comme une sorte d'extension du sentiment national britannique. C'est ainsi qu'on peut comprendre le concept littéraire de « Raj revival » des années 1970 et 1980. En effet, à travers films et romans, l'époque impériale en Inde est devenue fantasmée<sup>22</sup>. L'équivalent français serait la « nostalgie » ; ce terme est tout aussi vague que « Raj revival » mais se trouve en France beaucoup plus politisé<sup>23</sup>. Quoiqu'il en soit, ce discours britannique ne se retranscrit que très peu dans le champ politique et n'est jamais évoquée la création d'une Anglindia ou Anglafrica au sens économique ou politique du terme tant les liens avec les anciennes colonies est vécu différemment que ce soit par les Britanniques, les anciens décolonisés ou par les historiens et politologues qui étudient cette question. Si dénonciation il y a, elle provient de l'abondante littérature postcoloniale. Ce sont des historiens indiens qui ont relevé le défi de dénoncer une posture apologétique de l'empire mais aussi une lecture uniquement marxiste de la question. Les *Subaltern Studies* en sont une parfaite expression quand elles regardent de plus près l'origine des inégalités perpétrées par les colonisateurs. Ces études aussi utilisées pour analyser l'Amérique latine<sup>24</sup> se sont largement développées en Inde mais n'ont pas eu le même impact en Afrique anglophone<sup>25</sup>.

Un point commun entre France et Royaume-Uni demeure cependant : celui de la sémantique. En

---

17. Cannadine, David, *Ornamentalism: How the British Saw Their Empire*, London, Penguin, 2002.

18. MacKenzie, John M, *Imperialism and Popular Culture*, Manchester, Manchester University Press, 1986.

19. Ward, Stuart, "The MacKenziean Moment in Retrospect", in *Writing imperial histories*, ed. by Andrew Thompson, Manchester, Manchester University Press, 2013, p. 29–48.

20. Parsons, Michael, *The Falklands War*, Stroud, Sutton, 2000.

21. Dodds, Klaus, *Pink Ice Britain and the South Atlantic Empire*, London, I.B. Tauris, 2002, p. 167.

22. Parry, Benita, and Michael Sprinker, *Delusions and Discoveries: India in the British Imagination, 1880-1930*, London, Verso, 1998.

23. Dard, Olivier, and Daniel Lefeuve, eds., *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve, 2008.

24. Rodriguez, Ileana, 'Is There a Need for Subaltern Studies?', *Dispositio/n*, 25 (2005), 43–62.

25. Cooper, Frederick, "Conflict and Connection: Rethinking Colonial African History", *The American Historical Review*, 99 (1994), 1516–45.

effet, c'est le nom à donner à cette forme d'impérialisme qui est difficile à trouver. Les mots utilisés révèlent ici le manque d'adaptabilité du concept d'empire. Un empire se doit-il d'être celui des empereurs romains ou celui de Napoléon ? Se doit-il d'avoir une prétention hégémonique ou même universaliste ? C'est là tout le sens de la réflexion de Jane Burbank et Frederick Cooper dans leur ouvrage *Empires in World History*. Pour ces auteurs, l'empire est la forme d'organisation de l'Etat la plus commune, l'État-Nation étant une forme moderne datant seulement de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>. L'impérialisme est par conséquent une constante historique partout sur le globe.

Ce manque de précision ne vient pas seulement du vocabulaire mais aussi de la volonté de voir différentes phases ou étapes de l'impérialisme. Les théories ne manquent pas et les historiens ne se privent pas de faire évoluer des modèles intellectuels façonnés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Bien souvent, c'est l'économie qui se trouve au cœur des débats et trois générations d'historiens ont fait évoluer la question (John Hobson et Lénine, Ronald Robinson et John Gallagher, Peter Cain et Antony Hopkins). Plus particulièrement, les historiens Robinson et Gallagher avaient déjà qualifié d'empire informel la période du XIX<sup>e</sup> siècle qui avait conduit les Européens à instaurer en Afrique mais aussi en Amérique du Sud des « sphères d'influence » dans le langage diplomatique de l'époque<sup>27</sup>. Par exemple, l'installation de commerçants britanniques dans le comptoir de Lagos et le delta du Niger a été le prélude à la colonisation du Nigeria. Par analogie et symétrie historique, il serait possible de voir dans la présence de compagnies pétrolières britanniques dans le delta du Niger au début du XXI<sup>e</sup> siècle toujours une forme d'impérialisme. Pour schématiser, l'impérialisme est présent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle en Afrique, c'est simplement sa forme qui a changé au temps de la colonisation. C'est la domination économique qui sous toutes ces formes confère l'épithète d'« impérialiste » à la domination de telle ou telle puissance. Desmond Platt ne s'y est pas trompé quand il a critiqué les thèses de Robinson et Gallagher. Le terme est vague et toute forme de domination peut être qualifiée d'« impérialiste » dans ce cas<sup>28</sup>.

Ce n'est pas une surprise : le processus de décolonisation constitutionnel n'a pas mené à la fin du contrôle de la puissance impériale dans les domaines économiques, politiques, sociaux et culturels ; on peut plutôt voir ce processus comme faisant partie d'un réalignement impérial global qui continue encore aujourd'hui. Ce réalignement n'est pas nouveau non plus<sup>29</sup>. Il s'était déjà produit après les révolutions américaine et française du XVIII<sup>e</sup> siècle et le quasi abandon des empires coloniaux espagnols et portugais au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces événements ont provoqué alors la redéfinition de la nature de l'impérialisme pour la France et le Royaume-Uni. C'est ce qui a été souvent appelé la fin des premiers empires coloniaux même si le découpage en premier et second empires coloniaux peut aussi poser problème tant certaines continuités sont à observer. Le terme que les anglophones utilisent pour cette période est le *Swing to the East* pour décrire à la fois le basculement géographique et conceptuel de leur colonisation<sup>30</sup>. Ce phénomène se reproduit à la fin de la première guerre mondiale avec la dissolution des empires allemand, austro-hongrois et ottoman et la création de la Société des Nations (SDN). L'historien Michael Callahan a

26. Burbank, Jane, and Frederick Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2010, p. 3.

27. Gallagher, John, and Ronald Robinson, "The Imperialism of Free Trade", *The Economic History Review*, 6 (1953), 1–15 et Gallagher, John and Ronald Robinson, and, *Africa and the Victorians: The Official Mind of Imperialism*, London: Macmillan, 1961.

28. Platt, D. C. M., 'Further Objections to an "Imperialism of Free Trade", 1830-60', *The Economic History Review*, New Series, 26 (1973), 77–91.

29. Pour une discussion globale visant à comparer les différents empires depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et les réalignements successifs qu'ont entraîné leur chute, voir Kennedy, Dane, *Decolonization and Disorder Webcast* (Washington: Library of Congress, 2008) [http://www.loc.gov/today/cyberlc/feature\\_wdesc.php?rec=4350](http://www.loc.gov/today/cyberlc/feature_wdesc.php?rec=4350) [18 septembre 2014].

30. Frost, Alan, *The Global Reach of Empire: Britain's Maritime Expansion in the Indian and Pacific Oceans, 1764-1815*, Carlton, Miegunyah Press, 2003.

cherché à montrer comment la création des mandats après la première guerre mondiale a modifié la notion même de colonisation<sup>31</sup>. Là où auparavant, la colonisation de l'Afrique n'était que très peu sous le regard des autres puissances internationales, les Britanniques et Français avaient maintenant pour devoir de favoriser le développement de leurs mandats que ce soit au Moyen-Orient ou en Afrique. Même si cette notion de développement est extrêmement vague – elle a d'ailleurs pris plusieurs formes administratives – cette politique a eu des conséquences sur les mandataires aussi bien que sur les mandats. Le principal résultat étant que cette notion allait se développer au sein même des colonies et non plus simplement des mandats. Cette ingérence de la SDN dans les affaires coloniales de la France et du Royaume-Uni allait se poursuivre après la Seconde Guerre mondiale avec l'intervention directe de l'ONU en faveur de la décolonisation des empires britanniques et français. Cependant, surestimer l'influence de la SDN ou de l'ONU serait une erreur tant Britanniques et Français ont bafoué l'autorité morale de ces autorités internationales en Afrique. Par exemple pendant la Seconde Guerre mondiale, les Français trouvaient des « volontaires » au Cameroun pour s'enrôler dans l'armée<sup>32</sup>. Ce qui est notable ici est le glissement entre les termes « colonialisme » et « impérialisme ». Ce glissement s'est effectué sous la pression des instances internationales de la SDN et de l'ONU en grande partie manipulées par les USA et l'URSS au cours des années 1940, 1950 et 1960. L'essor de la Charte Atlantique et son succès en Algérie<sup>33</sup> ou dans les colonies britanniques d'Afrique<sup>34</sup> à la fin de l'époque coloniale en sont une parfaite illustration. À partir de ces décennies, le colonialisme ou néo-colonialisme sont considérés à juste titre comme une forme d'impérialisme.

Cependant, même si dans les faits la politique mandataire n'a que très peu modifié la donne pour les « mandatés-colonisés », une inversion des concepts s'est effectuée à la faveur de la décolonisation de l'Afrique. En effet, après 1947, l'empire colonial britannique se recentre sur l'Afrique, et les centres de gravité du colonialisme britannique et français se retrouvent tous deux sur le même continent. Le colonialisme en général se confine d'autant plus à l'Afrique que des pays comme l'Espagne ou le Portugal gardent leurs colonies africaines jusque dans les années 1960 et 1970. Ne serait-ce que géographiquement, l'impérialisme devient donc l'équivalent du colonialisme en Afrique. Ce rééquilibrage géopolitique a eu des conséquences sur la conceptualisation du terme d'« impérialisme ». Même si constitutionnellement les pays africains ne sont plus aujourd'hui des colonies, les années de décolonisation africaine ont laissé dans le vocabulaire et dans la conceptualisation théorique l'idée que l'impérialisme est un phénomène uniquement lié au colonialisme européen et à l'Afrique. Ainsi, la révélation des crimes coloniaux que ce soit en Algérie<sup>35</sup> ou au Kenya<sup>36</sup> participe entièrement de cette équation entre « impérialisme » et « Afrique ». L'ouverture à partir de 2011 d'archives coloniales britanniques secrètes contribue d'ailleurs largement à cette équation.

La fin des empires coloniaux britanniques et français en Afrique a entièrement redéfini la notion

---

31. Callahan, Michael, *Mandates and Empire: The League of Nations and Africa 1914-1931*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 1998 et Callahan, Michael, *A Sacred Trust: The League of Nations and Africa, 1929-1946*, Eastbourne: Sussex Academic Press, 2004.

32. Deltombe, Thomas, Jacob Tatsitsa, and Manuel Domergue, *Kamerun!: Une Guerre Cachée Aux Origines de La Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte, 2011, p. 35.

33. Harbi, Mohammed, 'La guerre d'Algérie a commencé à Sétif' in *Le Monde Diplomatique*, mai 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/HARBI/12191> [19 novembre 2014].

34. Ibhawoh, Bonny, 'Testing the Atlantic Charter: Linking Anticolonialism, Self-Determination and Universal Human Rights', *The International Journal of Human Rights*, 2014, 1–19 <http://dx.doi.org/10.1080/13642987.2014.951340> [19 novembre 2014].

35. Branche, Raphaëlle, *La Torture et L'armée Pendant La Guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Gallimard, 2001.

36. Elkins, Caroline, *Britain's Gulag: The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Pimlico, 2005.

d'impérialisme tant la question est maintenant liée à l'Afrique. Par un déterminisme géographique et historique certain, les formes qu'a revêtues le colonialisme européen en Afrique sont les seules à même de désigner l'impérialisme à proprement parler. Cette notion même d'impérialisme issue des années de la décolonisation est appliquée aujourd'hui pour traiter des questions politiques que ce soit au Proche-Orient ou en Chine qui sont jugées selon l'étalon de la colonisation ou de la décolonisation en Afrique. À cause des années de décolonisation africaine, l'impérialisme en tant que concept a maintenant des acteurs européens et des victimes africaines. Cette binarité est construite grâce à un discours historique qui se limite à deux protagonistes. De plus, les grilles d'analyses africaines sont appliquées à d'autres États. Par exemple, tous les débats sur les formes d'impérialisme humanitaire soulignent la continuité du discours occidental en Afrique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>37</sup>. Noah Chomsky, grand pourfendeur de l'impérialisme des États-Unis, utilise ce concept pour parler de la politique américaine<sup>38</sup>.

Cependant de nombreux auteurs hésitent d'utiliser le mot « impérialiste ». Par exemple, les termes désignant les États aux potentiellement impérialistes sont ceux de puissance, superpuissance ou hyperpuissance<sup>39</sup> pour désigner les États-Unis ou la Chine. Eric Hobsbawm a par exemple essayé de comparer l'impérialisme britannique du début du XX<sup>e</sup> siècle avec son équivalent américain de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ses conclusions montrent bien que ces deux types de domination sont différents par nature. En particulier, c'est la question spatiale qui est fondamentale pour Hobsbawm. C'est parce que l'empire britannique avait des colonies que ses prétentions hégémoniques étaient plus importantes que celles des États-Unis qui ne disposent que de bases dispersées sur le globe dans des États satellites ou alliés<sup>40</sup>. À la question : « Peut-on comparer les actions des États-Unis d'Amérique en Irak à une forme d'impérialisme ? », revient souvent une réponse soulignant l'absence de colonisation formelle américaine. Le même raisonnement a été formulé au sujet de la Russie en Asie centrale ou même en Crimée.

Pour obtenir catégoriquement le qualificatif d'impérialiste, il faut désormais passer par l'Afrique. Dans le discours scientifique, contrairement à certains discours politiques, les actions de tel ou tel État sont souvent passées au crible du colonialisme européen en Afrique. L'impérialisme est donc constamment associé au colonialisme européen en Afrique qui devient par la sorte une sorte d'étalon de mesure pour tout débat sur l'impérialisme. Plus qu'à tout autre continent, c'est à l'aune de l'Afrique que se juge la géopolitique des puissances du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

37. Everill, Bronwen, and Josiah David Kaplan, eds., *The History and Practice of Humanitarian Intervention and Aid in Africa*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

38. Chomsky, Noah, 'Humanitarian Imperialism: The New Doctrine of Imperial Right', *Monthly Review - New York*, 60 (2008), 22–50.

39. Voir par exemple comment un ancien ministre des Affaires Étrangères français a utilisé le concept d'hyperpuissance pour analyser la position des États-Unis dans le monde après la guerre froide : Védrine, Hubert, *Face à l'hyperpuissance: textes et discours (1995-2003)*, Paris, Fayard, 2003.

40. Hobsbawm, Eric, 'Why America's Hegemony Differs from Britain's Empire', in *Globalisation, Democracy and Terrorism*, London, Little Brown, 2007, pp. 49–72.